

Document

Le système de santé espagnol victime de l'austérité

(Reuters)

16 novembre 2011

Retards de paiement des fournisseurs, fermetures de lits, baisses de salaires pour les médecins, menace de chômage pour les internes... En Espagne, le système public de santé est à son tour victime de la crise de la dette dans la zone euro.

"Nous n'avons pas été payés, mais on ne peut rien faire. Nous avons besoin de ces contrats et nous sommes obligés d'attendre", se lamente un représentant d'une société de nettoyage, refusant de donner son nom ou celui de son employeur par crainte de représailles.

Cette entreprise dit attendre le versement de plusieurs centaines de millions d'euros de la part de la région Castille-La Manche au sud de Madrid. Comme de nombreux fournisseurs ou prestataires de service du milieu hospitalier, elle peine à payer ses propres employés.

Lourdement endettées, les régions autonomes d'Espagne se sont engagées dans une politique draconienne de réduction des dépenses publiques pour atteindre les objectifs ambitieux promis par le gouvernement de Madrid à l'Union européenne. En pleine crise économique, cette cure d'austérité fait ressentir ses effets douloureux sur la population.

Les partis politiques restent flous sur leurs intentions avant les élections législatives de dimanche, mais même les plus farouches défenseurs du système actuel conviennent que des économies sont possibles et que son efficacité peut être renforcée.

Les conservateurs du Parti populaire (PP), grands favoris du scrutin, devraient s'attaquer aux pans de l'Etat-providence auxquels l'actuel gouvernement socialiste n'a pas touché.

Les socialistes affirment pour leur part qu'il est possible de réduire les dépenses de santé sans nuire à la qualité du service. Parmi les exemples avancés, les compagnies d'assurance pourraient désormais devoir payer les soins de leurs clients victimes d'accidents de la circulation ou les gouvernements étrangers pourraient être priés de régler la note des frais de santé de leurs ressortissants dans les hôpitaux espagnols.

Ils ont déjà imposé aux médecins de promouvoir les médicaments génériques.

LES FOURNISSEURS SOUFFRENT AUSSI

La société Roche, géant de l'industrie pharmaceutique mondiale, affirme que la région de Castille et Leon au nord de Madrid est en retard de plus de 900 jours sur ses factures. En Espagne, certains craignent que Roche ne suspende la fourniture de médicaments à certains hôpitaux, à l'image de ce qu'elle a fait en Grèce.

Chargées notamment de la santé et de l'éducation, les 17 régions autonomes espagnoles bénéficient chaque année de transferts de revenus fiscaux de la part du gouvernement central. Aujourd'hui, elles

sont cependant contraintes d'effectuer d'importantes coupes budgétaires après avoir accumulé de la dette jusqu'à l'explosion de la bulle immobilière en Espagne en 2008.

D'après la Fédération espagnole de technologie sanitaire (Fenin), les régions doivent plus de quatre milliards d'euros à leurs fournisseurs ou prestataires de service, soit une augmentation de 42% en un an.

Margarita Alfonsel, secrétaire générale de la Fenin, affirme que les petites entreprises de sa fédération "souffrent de manière alarmante en raison du tarissement des liquidités". Certaines d'entre elles vont devoir licencier ou mettre la clé sous la porte, prévient-elle.

L'attente moyenne de paiement pour les fournisseurs est passée en un an de 285 à 415 jours, ajoute Margarita Alfonsel.

"C'était inacceptable avant. C'est aujourd'hui totalement incompréhensible", juge Joaquín del Rincón, représentant en Espagne de Boston Scientific, qui fournit des appareils médicaux et chirurgicaux aux hôpitaux espagnols.

"Nous devons expliquer à notre siège que c'est un problème récurrent en Espagne, qui a été aggravé par la crise."

En Catalogne, région la plus prospère du pays, le gouvernement a fermé ces derniers mois des cliniques et des lits dans les services d'urgences. Il a aussi annoncé qu'il se séparerait de 1.500 internes si les médecins n'acceptaient pas une baisse de leurs salaires et de leurs primes.

INQUIÉTUDE POUR LA QUALITÉ DES SOINS

En septembre, les internes ont manifesté à Barcelone et déployé des banderoles sur les hôpitaux tandis que des médecins syndiqués ont menacé de quitter leur poste.

"Tout cela à cause d'années de mauvaise gestion par la classe politique. Il n'y a plus d'argent", s'est plaint un médecin catalan ayant requis l'anonymat. *"On ne comprend pas ce qui se passe. Nous nous sentons impuissants à défendre nos acquis. La peur d'être limogé est énorme."*

Cette politique d'austérité semble devoir durer dans un pays marqué, comme beaucoup d'autres en Occident, par un vieillissement de sa population.

Les Espagnols n'ont guère été habitués à devoir attendre pour consulter un médecin. Cela commence à être le cas et certains praticiens mettent en garde contre un déclin de la qualité des soins.

"Le budget disponible pour couvrir les besoins des patients va diminuer car nous pourrions nous retrouver dans la situation où nous allons devoir consacrer des sommes importantes à corriger les erreurs des internes qui pourraient résulter de l'inadéquation de leur formation", s'alarme Josep Blanco, responsable de la post-formation des jeunes médecins à l'hôpital Germans Trias i Pujol, dans la banlieue de Barcelone.

La croissance des dépenses de santé ralentit en Espagne. Elles représentent environ 9,5% du PIB en 2009, ce qui est conforme à la moyenne des pays développés, et elles sont couvertes à 73,6% par l'Etat.

En raison de sa qualité et de son faible coût pour les patients, le système public de santé jouit d'une solide réputation auprès des Espagnols, qui se tournent vers lui dès qu'ils souffrent d'une maladie grave. Le secteur privé leur paraît en revanche peu fiable.

"Le système de santé catalan est excellent depuis des années. Peut-être trop bon", dit Gabriel Olle Fortuny, médecin à l'hôpital Mataro de Barcelone. "Nous bénéficions d'une qualité que nous ne pouvons pas nous offrir."